

Société

POUR UNE POLITIQUE DISRUPTIVE DU TERRITOIRE : VERS UN NOUVEAU PACTE TERRITORIAL NATIONAL

Jean Viard

16/05/2018

Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête, le 22 mai prochain, à formuler ses propositions pour les banlieues, la Fondation s'est elle aussi penchée sur cette problématique complexe. Avec une idée maîtresse : et si la redynamisation des territoires passait par une véritable refondation ? Vision renouvelée de l'agriculture, propositions pour les métropoles, politique de la ville repensée... Jean Viard passe en revue les grands aspects d'une politique des territoires profondément renouvelée, fondée sur un nouveau pacte territorial.

Introduction

La France est un pays qui entreprend régulièrement de grandes réformes territoriales, souvent à rebours de ses voisins et de l'histoire agronomique. Mais, depuis plus de quarante ans, on « bricole » des évolutions plutôt que de remettre à plat les choix précédents et d'y intégrer les nouveaux enjeux écologiques, collaboratifs, sociétaux, culturels et politiques. Face aux fractures que nous vivons, le moment est venu de faire à nouveau France par le territoire.

Cette note propose de chercher une pensée et une politique du territoire bâties sur notre nouvel art de vivre et de produire, en intégrant les migrations et les mobilités et dans le cadre de la COP21. Autrement dit, de considérer à nouveau le territoire de la République comme le grand livre de notre identité – ainsi qu'aurait pu l'écrire Fernand Braudel –, de notre mémoire et de notre avenir, et d'envisager une véritable révolution territoriale.

En effet, si durant le dernier demi-siècle on a su proposer une politique territoriale de protection du beau, du patrimoine, du littoral, et classer plus de 30 % du territoire national en parcs et en réserves, si on a su, par des lois agricoles successives, diviser par dix le nombre d'exploitations agricoles (de 3 millions de fermes à environ 300 000 avec des techniques agricoles aujourd'hui en partie dépassées), on a, dans le même temps, réduit drastiquement la superficie des terres arables

– 50 % des Français habitent autour de ce qui constituait la ville en 1950, là où se situaient souvent les meilleures terres maraîchères, sans parler de l'explosion des grandes surfaces, des ZAC, des résidences secondaires, des pôles de logistique et des voies de communication.

Surtout, nos grandes régions minières et industrielles, comme le centre du pays, ont été délaissées au profit du littoral, des villes patrimoniales, des capitales régionales et des régions du Sud. Partant, une partie de l'armature urbaine des villes moyennes est aujourd'hui en recul et en manque de projets, même s'il ne faut pas confondre les villes du Massif central, du centre Bretagne, des Vosges, d'une partie du Nord et de l'Est ou du sillon rhodanien avec les villes intégrables dans un espace métropolitain dynamique.

Ces bouleversements se sont produits au moment même où l'évolution des systèmes de production rendait obsolète le modèle urbain des années 1960 (travail, grandes vacances, automobiles, grands ensembles, grandes surfaces) figé depuis 1968 dans la formule « métro, boulot, dodo » et où la migration périurbaine des ouvriers et des employés libérait les grands ensembles pour les nouveaux arrivants « post-1962 ». Peu à peu se mit alors en place une politique dite « de la ville », politique nationale de zonage qui accentua la différenciation entre ce que l'on nomma « les quartiers » et la totalité des cités – ce qui, par contrecoup, morcela le modèle de citoyenneté.

« Quartiers », ZUP, ZAC, DSQ, villes historiques, politique « de la ville »..., autant de logiques de l'exceptionnel avec lesquelles on chercha à contourner les cadres démocratiques – eux de plus en plus larges et formels, avec la multiplication des strates « démocratiques » mobilisant généralement fort peu les électeurs –, autant, donc, de structures administratives multipliées – qui souvent permirent de recycler des fonctionnaires parisiens devenus moins utiles avec la décentralisation. L'unité de gestion du corps charnel de la République céda peu à peu aux logiques de la généralisation de « l'exceptionnel ». Le rapport de Jean-Louis Borloo sur les banlieues remis en avril 2018 n'échappe pas à cette critique. Nous l'évoquerons plus loin. Il est temps de revenir à un modèle communal renouvelé.

N'est-ce pas simplement la République, ses valeurs et ses modèles qu'il faut partout renforcer, mais en accordant une place aux modes de vie, aux modes de production et aux modes de croire des Français d'aujourd'hui ? Et en écoutant les chercheurs et les associations de proximité ? Il faut penser et valoriser, donc, la diversité des humains et des territoires, mais réunifiés dans un cadre commun de protection et de service de l'État.

Le temps semble venu de repenser ces questions en partant de l'idée que la population est devenue

massivement mobile au fil de chaque journée, de chaque semaine, de chaque année, et au cours de la vie. Chacun parcourt en moyenne 50 kilomètres par jour ; les grandes métropoles ont à peu près la taille d'un département, Paris, d'une région – plus, même, qu'une région : par exemple, 240 000 salariés y viennent tous les jours des Hauts-de-France, sans compter les Normands ou les Bourguignons ; 76 % des gens partent en vacances au moins une année sur deux, 48 % rêvent de déménager au moment de leur départ en retraite. Sans même parler des millions de Français qui se reconnaissent comme biculturels et retournent régulièrement au pays de leur naissance ou de leurs parents, voire y finissent leurs jours – ou des 200 000 migrants qui arrivent annuellement en France. Et cette mobilité mesurable en kilomètres dans l'espace est en réalité une nouvelle culture qui a largement remplacé la culture hier sédentaire. Elle vaut aussi pour les couples, les emplois, les loisirs ou les convictions... Rappelons que, suivant les projets gouvernementaux, bientôt, 100 millions de touristes étrangers et 200 millions de touristes locaux vont visiter un pays de 63 millions d'habitants.

À l'inverse, la pression des enjeux écologiques pousse à diminuer les trajets, à se nourrir dans la proximité, à protéger les terres arables, à isoler nos maisons et à réutiliser ou recycler nos objets. Et la mondialisation de nos quotidiens, réels ou virtuels, bouleverse l'ensemble des systèmes d'appartenance, de production, d'échange et de protection. Plus nous vivons dans une humanité globale, plus nous valorisons des signes d'appartenance locale. De plus en plus souvent, ces deux dimensions entrent en conflit. Il nous faut donc des repères qui fassent repaires.

Autrement dit, l'analyse que l'on fait de la société à partir des « stocks » de population résidente, très généralement localisés en fonction de leurs compteurs EDF, est de plus en plus décalée des logiques de flux à l'œuvre, tant les gens se déplacent. Laurent Davezies a écrit sur ce sujet des choses dynamiques. Et plus globalement, le stock de territoire disponible – local, national ou planétaire – étant aujourd'hui totalement connu et limité, nos sociétés investissent dans la durée des vies et la vitesse des actions pour augmenter leurs désirs de vie et de puissance. Par l'allongement de nos vies, nous sommes contemporains de plus en plus longtemps, et même si la natalité cessait d'augmenter, l'humanité continuerait à croître et à intensifier sa pression sur les écosystèmes. À un espace borné correspond un temps en extension. Tel n'est pas le moindre des paradoxes de notre époque.

C'est pourquoi la question de l'usage des territoires, de leur organisation, de la protection des équilibres naturels, mais aussi agronomiques et culturels, doit être reposée, le dernier modèle intégré de réflexion sur ce sujet, le modèle gaulliste d'indépendance alimentaire, de sacralisation du beau, de rupture avec les anciennes colonies, de développement industriel et d'étalement urbain, étant maintenant obsolète. La gauche a, depuis, porté la décentralisation de 1981, la

politique de la ville et la réforme régionale du dernier quinquennat. Mais toutes ces évolutions ne font pas une pensée globale et cohérente des usages et des règles d'usage du sol de France. La COP21 comme modèle et projet, le maintien en relégation de 10 % d'entre nous en périphérie des villes, l'incapacité à se développer sur un nouveau modèle national qui inscrit la diversité dans son identité et la révolution numérique et métropolitaine sont venus casser le cadre hérité.

Alors, faute de renouvellement intellectuel et politique, les plus fragiles se tournent vers le populisme – de façon croissante au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur des métropoles – ou se replient dans l'entre-soi de cultures importées dans les faubourgs où le modèle républicain est incapable de tenir ses promesses, un « entre-soi » régulièrement réarchaïsé par les nouveaux arrivants. Ainsi, des populations souvent venues en France des anciennes colonies – parfois parce que c'était le pays des Lumières et de la démocratie – retrouvent une partie de leurs jeunes dans des engagements politico-religieux extrémistes et/ou archaïques.

L'urgence face au sentiment d'abandon d'une grande partie du monde rural et face à la situation invivable de centaines de milliers de jeunes dits des « quartiers » impose une pensée puis des politiques profondément disruptives. Nous devons savoir penser ensemble, comme point ultime, les jeunes éleveurs qui se suicident et les jeunes de banlieue qui s'enferment dans l'islamisme, voire qui commettent des attentats dans leur propre pays.

Enfin, en ouverture de cette note, songeons à Paul Delouvrier et à Edgard Pisani, c'est-à-dire à ces hommes à qui de Gaulle fit porter le pacte territorial précédent. Songeons aussi qu'il existe des besoins d'action immédiate et des besoins de politique à moyen et long terme.

De 1789 à nos jours : les grands pactes territoriaux

Après 1789, la République égalitaire : partage des grands domaines aristocratiques et religieux et création des départements et des cantons.

Après 1871 (et, donc, après 1848 et la Commune de Paris), la République paysanne : enracinement de la République avec 500 000 élus locaux et un engagement à limiter la place des villes et de l'industrie. Modèle saint-simonien du train comme lien du corps charnel de la patrie. École obligatoire dans chaque village. Modèle masculin du chef de famille, élu local, conseiller municipal et soldat. Le but est une paysannerie nombreuse. Pour la production alimentaire, le complément viendra de la colonisation agricole en Afrique et en Asie. Rupture en 1932 avec le premier recensement où les urbains sont plus nombreux que les ruraux. Naissance des Chemises vertes, puis pétainisme : « La terre, elle, ne ment pas. » Encore 500 000 employés de la SNCF en 1945.

Après 1958, la République autosuffisante : décolonisation, indépendance alimentaire nationale (l'agriculture, « pétrole vert » de la France) et arme nucléaire, passage de 3 millions de fermes à 500 000. PAC : bâtir l'Europe sur la terre comme on a bâti la République sur la paysannerie après 1870, car toujours, dans l'identité de la France, en premier, il y a le sol. Jusqu'aux années 1960, chaque Français parcourt encore en moyenne 5 kilomètres par jour. On impose deux cabines téléphoniques par commune. Villes nouvelles, grands ensembles, grandes surfaces, grands projets, parcs naturels régionaux et parcs nationaux. Minitel, puis autoroutes et TGV. Politiques d'ingénieurs, donc, plus que de liens sociaux.

Chacune de ces ruptures fut culturelle, politique, sociale et technologique. Ces dimensions peuvent être en synergie ou en tension, mais chacune ouvrit à une nouvelle pensée du territoire et à un renouvellement des objectifs et des stratégies publics. « Égalité républicaine » après 1789 ; puis « République paysanne » et limitation industrielle, urbaine et, après 1870, démographique ; enfin, indépendance nationale et planification par grands travaux après 1958 résument les trois périodes.

Et aujourd'hui ? La nouvelle Révolution française ?

Cadrage : 320 000 fermes plein-temps en France, toile internet généralisée, distance/temps entre les Français d'environ trois heures, 60 % de Français qui partent en vacances, littoralisation du peuplement et du développement. Dix métropoles produisent 61 % de la richesse commune. Passage d'une société trois générations à une société quatre générations. 60 % des naissances hors mariage. Chaque Français parcourt en moyenne 50 kilomètres par jour, dont quinze seulement dans les trajets domicile-travail. Fin des cabines téléphoniques. 4 milliards d'humains connectés à Internet. Téléphone portable généralisé. COP21. Sentiment d'abandon à plus de 20 kilomètres d'une gare. Autrement dit, un monde global et de proximité bâti sur l'individu et la mobilité, la révolution numérique et métropolitaine, la prégnance écologique et la famille tribu, nouvelle structure souple et a-institutionnelle, souvent hors mariage, large, quatre générations, solidaire.

Cette famille est le territoire principal que nous parcourons au fil de l'année et de la vie. Elle est la base stable d'un monde où les classes sociales et les diverses croyances ont perdu de leur importance – avec quelques retours de flamme, il est vrai, mais surtout avec l'arrivée récente d'une religion, l'islam, qui concerne 7 à 10 % de la population et cherche sa place et son droit au respect dans notre société laïque.

Ruptures, donc...

Révolution des mœurs, avec l'allongement inédit de la durée de vie, le boom du nombre d'enfants nés hors mariage et des familles monoparentales. Révolution des modes de vie, avec l'étirement du temps libre où le loisir et la façon dont on l'occupe importent plus que les heures passées au bureau. Révolution des espaces, avec un monde agricole qui s'étiole face aux métropoles conquérantes. Révolution du lien social aussi, avec l'avènement de générations d'individus hyperconnectés, collaboratifs et ultra-nomades. Dans cette société en archipel, « l'idée démocratique ne suffit plus » pour dessiner un horizon commun et désirable.

En un siècle, la vie de chacun s'est allongée de l'équivalent d'une génération. Vingt ans. Et sur cette vie allongée, la part que nous consacrons au travail est passée de 40 % à 10 %. Ce recul n'est pas que relatif, il est également absolu : nos arrière-grands-parents travaillaient 200 000 heures là où nous ne travaillons « plus que » 70 000 heures. En outre, nous dormons deux à trois heures de moins par jour... Nous sommes donc entrés dans la civilisation « des vies complètes » dont parlait l'économiste Jean Fourastié. Et une civilisation où, une fois cet état de vie complète atteint, il tend à bouleverser la société. Le principe de précaution pourrait en être l'emblème ; le sort écologique des générations futures, son angoisse.

Et dans cette société de vie longue et de travail court, nous menons des aventures individuelles par séquences et ruptures. La discontinuité est devenue la règle. Car plus la vie est longue, plus on la vit par séquences courtes : on peut y retenter à tout moment sa chance – en amour, en logement, en emploi, en convictions... L'ancienne stabilité – CDI, mariage, propriété – se transforme en aventures, étapes, discontinuité. La grande question est alors : qui choisit et qui subit ?

Mais aussi : comment ceux qui vivent protégés dans l'ancien modèle de la stabilité peuvent-ils découvrir qu'ils pourraient vivre mieux dans le modèle des discontinuités choisies (question que l'on pourrait se poser à propos des salariés de la SNCF ou de la fonction publique) ? Mais encore : comment protéger des individus mobiles avec des cultures syndicales issues de luttes séculaires pour la stabilité ? Comment faire en sorte que cette instabilité ne soit pas vécue comme une insécurité, mais au contraire comme une promesse d'émancipation ?

La démocratie du sommeil

61 % des électeurs votent dans la commune où ils résident, mais travaillent dans une autre commune. Si l'on ajoute les retraités, on peut affirmer que plus des deux tiers des citoyens votent d'abord pour défendre leur cadre résidentiel. Autrement dit, ils demandent en priorité du silence, de bonnes écoles pour leurs enfants, la protection de leurs biens et une certaine homogénéité

sociale. Surtout pas de grands projets, de grands travaux, d'usines, de centres d'hébergement pour les plus pauvres, d'incinérateurs à ordures... Ainsi, pour un élu local, se battre pour le développement économique ou pour l'intégration n'est pas porteur. Nous sommes donc dans une démocratie locale où « qui dort décide ». Et cette démocratie du sommeil est sans rêve ni récit, sans vision du monde ni passion des combats. Elle est clôture, protection et attente.

Révolution numérique et métropoles

Notre société est entraînée par une révolution numérique, collaborative et culturelle qui regroupe l'innovation, la mobilité, la liberté individuelle et la richesse dans une classe créative souvent concentrée au cœur des très grandes métropoles. Là sont produits 61 % du PIB français. D'un côté, donc, une classe innovante et dominante, métropolitaine, de l'autre, une foule qui se répand de plus en plus loin des villes et des nœuds de circulation, avec, entre les deux, d'anciens quartiers ouvriers où se rassemblent les anciens « nouveaux » arrivants et les migrants. La question n'est plus d'aller du bas vers le haut, mais de la périphérie vers le centre. Il faut inventer « l'ascenseur social horizontal ». Un métro social ?

L'économie mondiale est en train de se réorganiser autour de deux cents métropoles, alors que l'économie industrielle s'était structurée autour des grandes villes administratives et des mines. Aujourd'hui, la question difficile est de faire entrer le monde hors métropoles dans la réalité et l'imaginaire de la société collaborative, ici et ailleurs. Et dans le même temps, cette transformation productive du monde offre aux très grandes métropoles des possibilités extraordinaires. Pensons à Paris/Île-de-France, qui est une des principales *global cities* mondiales avec New York, Los Angeles et Shanghai. Réussir le renforcement de la puissance, de la créativité, de l'attractivité de cette métropole globale est essentiel pour notre avenir, et pour celui de l'Union européenne.

C'est à partir de là que l'on peut penser ensemble ce nouvel art de vivre (famille tribu, vacances, mobilités), la révolution agronomique et écologique nécessaire (disons COP21), la question migratoire – mais au sein de la pensée des mobilités – et la révolution numérique et métropolitaine. Pour l'heure, on recule par rapport aux modèles précédents sans ouvrir une logique de projets radicaux pourtant déjà largement pratiqués par les citoyens/usagers. Même la (bonne) réforme des régions et des métropoles voulue lors du quinquennat de François Hollande n'a été ni expliquée ni comprise.

Mais pour penser ce nouvel art de vivre, il faut bien comprendre qu'aujourd'hui la production s'inclut dans l'art de vivre, et non l'inverse. Il n'y a plus d'abord la mine, puis le coron, puis l'école, puis la commune... Nous vivons des mises en désir de lieux par le tourisme et ses imaginaires (eau, nature, soleil, patrimoine...), et ensuite seulement l'économie vient s'y localiser. Le développement

économique s'accélère là où l'imaginaire Haussmann + Club Med + culture Lang fonctionne, et généralement au bord de l'eau – mer ou rivière. Cette formule que j'utilise souvent veut dire qu'à la culture haussmannienne de la cité, de l'éducation et du travail est venue aujourd'hui se mélanger la culture des vacances et des loisirs (vélo, eau, soleil, tendresse) et que la culture est sortie de ses bâtiments totémiques pour s'installer dans l'espace public, avec par exemple la Fête de la musique ou la Nuit blanche.

Cette réflexion ne doit pas oublier d'intégrer des situations exceptionnelles de niche, la force de certaines cultures industrielles, en particulier dans les Hauts-de-France, le rôle des métropoles maritimes mondes qui lient la mondialisation des matières premières, des produits agricoles et des objets manufacturés, Lyon et sa puissante région « italienne »... Après la France des champs et des cathédrales, puis celle des châteaux et de Versailles, après la France des mines, des préfectures et de Paris Ville Lumière, naît une France du territoire réorganisé par la culture touristique et la désindustrialisation sous la pression de la limitation définitive des terres arables.

Le territoire de France est donc à penser comme le livre fondateur de l'identité de la République, de sa mémoire et de ses valeurs après la fin de la conquête totale du globe, et comme base de notre nouveau commun si nous savons en penser et en démocratiser les parcours. Et ce, sur notre petite planète visible dorénavant tous les soirs à la télévision, bornée, limitée, aléatoire dans l'infini, à partager, à ménager, à laquelle nous tentons de nous accrocher de plus en plus longtemps, coexistant donc de plus en plus nombreux. La vie peut encore s'allonger, le territoire restera, lui, dorénavant constant.

Axes d'une politique du territoire disruptive

Une politique nouvelle face aux enjeux du territoire doit traiter l'ensemble du territoire. Elle doit tenir compte de la réalité mobile des habitants comme des usages et des représentations. Dans le même temps, elle doit intégrer le besoin des Français de faire société ensemble – et même de faire patrie.

Bien sûr, cette nouvelle politique publique doit partir des deux éléments fondamentaux de la période où nous entrons : la sanctuarisation juridique des terres arables ou forestières pour assurer notre part de l'avenir de l'humanité ; et la nouvelle puissance prise par les métropoles au sein de la révolution numérique. Autrement dit, nourrir le peuple, le chauffer, le vêtir, lui procurer eau et air purs et lui donner les clés de la puissance de cette nouvelle période qui sera, qui est déjà, numérique et métropolitaine. C'est en cela que notre nouveau pacte territorial imbrique étroitement l'agricole et le métropolitain.

Mais, pour que cette politique soit politiquement supportable, il faut une proposition pour l'ensemble des territoires, en particulier une vision de ce qui existe entre les terres arables et les métropoles – périurbain et « quartiers » ici voisinant –, et, plus largement, hors métropoles. Pour cela, il faut intégrer le fait que, dans une société où les temps sociétaux et familiaux représentent l'essentiel des temps disponibles, penser l'espace pour le travail ne suffit plus, et qu'il faut mener une politique d'aménagement familial du territoire – soit tenir enfin compte des deux tiers de nos mobilités. Actuellement, chaque Français de plus de six ans parcourt, comme nous l'avons dit, 50 kilomètres par jour en moyenne – les habitants des États-Unis, eux, en parcourent 70.

Mais, comme l'homme ne vit pas que de pain mais aussi de sens, de même qu'en 1789, en 1870 ou en 1958, il a besoin aujourd'hui encore d'un nouveau récit héroïque. Celui d'une nation qui se prépare au long terme de sa survie sans énergies fossiles en rassemblant, dans ses valeurs et sa culture, ses habitants autour de ses métropoles – les nouvelles mines « hyperindustrielles », suivant le concept de Pierre Veltz – et en définissant un droit à la métropole pour tous qui permette de réunir un peuple aujourd'hui épars et clivé. Et cette tentative de pensées et de propositions doit viser à redonner à la France une vision politique non seulement pour elle-même, mais pour tous. Car cette nation-là est grande ainsi.

Sanctuariser les terres arables et organiser une agriculture « COP21 »

Dans une humanité en expansion sur un territoire planétaire limité, la protection des terres arables devient l'enjeu central d'une vie à long terme. La protection de la terre elle-même doit venir en premier dans nos politiques, avant même de définir une écoagriculture. Nous devons abandonner l'idée que la hausse technologique des productivités agricoles ou le recours au bio intégral peuvent permettre de faire vivre le groupe humain national sur une surface de plus en plus réduite et d'exporter de plus en plus. Nous ne devons pas croire que l'agriculture urbaine pourra dépasser environ 3 % de nos besoins. Nous devons aussi cesser de penser la terre agricole comme une future zone à bâtir et arrêter de compter sur des stratégies de vente du sol pour assurer la retraite des agriculteurs. La terre doit être sacralisée pour une vision à long terme, même si nous n'en avons pas d'usage, ou d'usage rentable, à court terme.

Mais, une fois cela posé, on doit bien sûr affirmer une écoagriculture dans une perspective COP21 où les techniques agronomiques sont bouleversées et où le champ des métiers agricoles s'élargit : au-delà de l'alimentation – classique, bio et de proximité –, l'agriculture doit de plus en plus nous vêtir et produire de

l'énergie, de l'eau pure, de l'air pur, le rôle de l'écoagriculture vis-à-vis de la forêt comme de la mer étant également croissant. Pensons comme agriculteurs les métiers qui travaillent avec la terre, le soleil, l'eau, le vent... Une nouvelle agriculture est ainsi à naître, dont nous devons trouver les voies économiques profitables et les aides publiques légitimes à la conversion des exploitations qui ont investi sur le long terme, souvent sur les conseils des chambres d'agriculture, des écoles agricoles et des techniciens publics.

Propositions

1. La France est le seul pays à avoir fait des politiques agricoles le cœur de ses choix politiques tout au long de la révolution industrielle et encore après. Le modèle de l'exploitation familiale et de la citoyenneté villageoise est pour ainsi dire le contrecoup stratégique de la révolution de 1789. Par la suite, ce modèle s'est développé ailleurs, en opposition à l'agriculture des pays « neufs » (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande), dits du « groupe de Kent », ou au kolkhoze soviétique. Les autres pays ont surtout eu des politiques économiques agricoles. Aussi la France doit-elle à nouveau prendre cette place de producteur de modèle politique en agronomie, avec la sacralisation de la terre qui nourrit, habille, produit de l'énergie, de l'eau et de l'air, au centre des politiques publiques.

2. Alors il faut penser le classement inaliénable des 50 % « du sol de la patrie » constitués de terres arables et de forêts. Là est la source de la survie du collectif France à très long terme, à ne pas confondre avec l'équilibre économique des fermes à court terme. Ces terres arables doivent être sacralisées, comme on a sacralisé depuis la guerre les lieux les plus beaux du territoire. Après la mise en tourisme de la France, il faut penser son organisation agricole définitive. Cette part du sol national devrait, comme c'est déjà le cas en Suisse et au Canada, être classée en réserve agricole et ne pouvoir être déclassée que par décision de justice au nom de l'intérêt général. Ce n'est pas aux aléas des élections qu'il faut confier le socle de notre survie à long terme. Nous avons su faire le nécessaire pour protéger le littoral ou les sites grandioses, nous devons faire le nécessaire pour les terres arables.

3. Pour permettre aux agriculteurs de jouir d'une retraite décente sans vendre « le fonds » là où il n'y a pas de successeurs ou de repreneurs, il faut créer des agences foncières régionales (ou une agence nationale) qui reprennent en viager les terres en attente d'usage, parfois pour les allouer à de jeunes exploitants innovants non traditionnels.

4. Dans le même temps, la paysannerie doit être repensée dans le cadre de la COP21. Il s'agit non seulement d'établir un respect des équilibres naturels, mais aussi d'ouvrir la culture paysanne à de

nouvelles compétences et de nouvelles ressources. Nourrir et habiller sont toujours les valeurs premières, mais il faut aussi produire de l'énergie, de l'eau pure, de l'air pur, de la beauté.

5. On ne peut sans cesse accroître les contraintes sur les fermes sans leur ouvrir de nouvelles sources de création de valeur. Et l'indépendance alimentaire ne doit plus être l'enjeu premier. Si d'autres grands territoires produisent des produits sains dans des conditions écologiques meilleures, on peut, en France, faire autre chose. On pourrait commencer par ouvrir les écoles agricoles aux énergies renouvelables et à la production d'eau et d'air purs, comme à la vente – et en particulier numérique – pour former autrement la jeunesse paysanne. L'Inra pourrait voir ses missions élargies.

6. L'agriculture de proximité doit être valorisée pour favoriser le sens du travail/échange de services (nourrir ou produire de l'air pur contre éduquer ou fabriquer des maisons ou des objets, ou gérer la sécurité...) et développer le sens de la nature travaillée dans la population. Notre société doit redonner du sens au travail, qui n'est pas qu'emploi, mais engagement et utilité commune.

7. La nature COP21 ne peut être un retour au jardin d'Éden, ce doit être un nouveau projet humain pour une Terre-nature à 10 milliards d'humains à l'horizon 2050. Ce projet doit être à la fois global, pour la survie de l'humanité partout, et enraciné dans les cultures paysannes nationales ou régionales. L'objectif global doit être décliné dans les cultures locales pour faire sens et être efficace.

8. C'est sur ces bases que la France paysanne doit être repensée et réorganisée. Une France paysanne qui hier a servi de modèle avec l'exploitation familiale et la coopération dans de nombreux pays. La sacralisation du sol et « la paysannerie COP21 » doivent connaître le même destin politique. Aussi doit-on négocier un quatrième pacte agricole, intégré dans une nouvelle pensée globale du territoire, un pacte écoagricole entre la paysannerie et la société, après celui, violent, de 1789, celui, républicain, de Jules Ferry et de Jules Méline après 1870, celui, postcolonial, de de Gaulle et d'Edgard Pisani après 1958. Ce pacte affirmera les nouvelles compétences du monde agricole, le besoin de long terme de protection des sols et la qualité France COP21 comme objectif premier.

Faire des métropoles les mines du XXI^e siècle

Une fois posée cette approche du sol à protéger comme plus importante que l'agriculture elle-même, il faut analyser la place des métropoles, nouveau moteur du monde. Non que nous ayons à choisir ou refuser la métropolisation, elle est là et s'impose à nous. Mais nous sommes face à une

réalité qu'il faut comprendre pour la mettre en partage, comme fut partagé au XIX^e siècle l'essor des mines et de l'industrie.

Partout, les populations des grandes métropoles et les populations hors métropoles sont en voie de séparation. Partout, ce mouvement de métropolisation nourrit une double dynamique inégalitaire : en creusant le fossé entre populations d'une même aire urbaine ; en creusant le fossé avec les populations hors métropoles. Londres a voté contre le Brexit, Barcelone, contre les indépendantistes, les grandes villes américaines, contre Donald Trump. En France, le vote Front national augmente fortement avec la distance à une gare. Emmanuel Macron a plafonné au premier tour de la présidentielle sous les 20 % hors métropoles et a approché 30 % dans les grandes métropoles. Ce décalage est général. Il faut en comprendre les causes et en faire un point fort des politiques publiques. Clairement, la lumière a basculé vers les métropoles, et le hors-métropoles est au bord de la révolte politique populiste. Le Brexit comme les événements de Catalogne marquent ici une ligne de faille pour les Européens.

Les pôles leaders des pays cœurs de la mondialisation sont le plus souvent des villes portuaires (New York, Londres, Tokyo, Shanghai, mais aussi l'axe du Rhin). La France, puissance d'abord terrienne depuis la Révolution de 1789, a un grand travail à accomplir pour lier Paris/Île-de-France et ses ports. Grande région avec Rouen ? Canal vers les ports hollandais ? Lien avec Marseille/Fos et Le Havre ? La mondialisation est une affaire de cerveaux connectés, d'éducation, de ressources renouvelables, de désir de vivre ensemble, plutôt ici que là, et une affaire de bateaux. Par ses îles et leurs fonds sous-marins, la France est en revanche une puissance maritime mondiale.

Mais, au-delà de cette donnée fondamentale selon laquelle la France est d'abord une puissance terrienne – donnée autant géographique que culturelle, d'ailleurs, qu'illustre assez bien en France le jeu d'opposition entre Paris et Marseille (entre le PSG et l'OM !) –, il faut penser la dynamique de la révolution numérique qui a bouleversé nos dix dernières années (Twitter a bouleversé les sociétés à partir de 2007) et la dynamique métropolitaine qu'elle a accélérée.

1. Il faut dire d'abord que nous avons été surpris par l'accélération métropolitaine constatée depuis dix ans. La planète compte deux cents métropoles, la France, huit à dix. En 2007, lors de l'expansion de Twitter, nous avons cru que, comme nous avons tous également accès à la Toile, il n'y avait plus de bon ou de mauvais lieu pour travailler, vivre et innover. Mais nous nous sommes trompés ! Les métropoles ont « mis le feu » et capté la lumière.

2. En effet, là où « la souris numérique croise les baskets », c'est-à-dire là où, après le contact internet, on passe rapidement au face-à-face réel, l'accélération créative est beaucoup plus

rapide. D'où innovation, augmentation de l'emploi, de la richesse et des postes en CDI... et attraction des meilleurs éléments et des start-up les plus performantes. Pensons ici à Manhattan comme emblème de cette évolution. En France, malgré la crise qui a débuté en 2008, les huit grandes métropoles ont continué à créer de l'emploi. Et cela est en partie dû au fait que la culture numérique ne reproduit pas les hiérarchies universitaires, mais favorise les innovateurs, même sans diplômes, et attire ainsi une attitude face à la vie et la modernité que la grande ville renforce. Paris ou New York, où la majorité des logements sont occupés par une personne seule, sont pour ainsi dire préorganisées pour favoriser « des mises en couple » avec l'écran.

3. Paradoxalement, les habitants des métropoles rêvent souvent de vivre ailleurs. Ils partent le plus souvent possible en week-end, ou rêvent d'habiter, ou de consommer, à côté de la métropole, voire de prendre leur retraite ailleurs. Cela veut dire que l'économie de la consommation s'étale loin du centre de la métropole. Le hors-métropoles pèse encore 39 % de la création de richesse, et beaucoup plus en termes d'économie de la consommation et des loisirs, même s'il est vrai que ses villes souffrent beaucoup, surtout les villes moyennes de la France de l'intérieur, mais aussi des « métropoles non vraiment métropolitaines », comme Nice.

4. Dans le cadre de la révolution collaborative et avec l'intelligence artificielle qui va encore tout bouleverser, nous avons à penser les métropoles comme les mines du XXI^e siècle et à favoriser leur croissance pour renforcer notre compétitivité, tout en mettant en place une politique pour le hors-métropoles. Le tissage de liens nouveaux et forts entre métropoles et hors-métropoles est décisif quant au vivre-ensemble de nos sociétés et à leurs évolutions populistes. Dans la compétition économique mondiale, nos métropoles peuvent être pensées comme le front, et nos zones hors métropoles comme l'arrière-front, c'est-à-dire imbriquées et indissociables.

5. Dans ce contexte, le Grand Paris comme New Paris européen doit être favorisé, sur le modèle d'un New York de l'Union, et raconté à la France entière et à l'Europe. Nous avons la chance d'avoir sur notre territoire une des principales *global cities* du monde avec Shanghai, New York et Los Angeles. Le Brexit affaiblit Londres : faisons-en une force, mais une force pour l'Union européenne avec une métropole continentale de 11 millions d'habitants hyperconnectée aux grandes métropoles européennes. Là encore, « la souris et la basket » accélèrent leurs rencontres pour structurer des métropoles-mondes qui sont des cœurs de la Toile mondiale des cerveaux, des innovateurs et des innovations.

6. La France pourrait se concentrer sur ces objectifs et abandonner Strasbourg comme ville politique européenne au profit unique de Bruxelles
– qui présente l'avantage d'être une ville francophone. L'idée de Strasbourg comme grande

université européenne proposée par Daniel Cohn-Bendit est une idée puissante. Dans l'Union européenne du XXI^e siècle, mieux vaut être un New York qu'un Washington européen, et ces villes européennes « de toute l'Europe » au-delà des frontières sont des projets urbains à l'échelle d'une Union refondée: une Union européenne enfin pensée comme une République sociale et écologique qui pourrait s'appuyer sur ces « villes européennes écogérées » pour tisser un corps social commun transversal aux nations.

Garantir un droit à la métropole

Entre les métropoles et les terres arables, il existe plusieurs sortes de territoires intermédiaires : le périurbain qui est dit « vaste », les régions affaiblies (Massif central, Vosges, Ardennes, Centre Bretagne, Alpes du Sud...), et puis bien sûr les « banlieues », qui viennent d'avoir les honneurs d'un nouveau rapport de Jean-Louis Borloo. Étudions ces deux réalités successivement, en commençant par la France dite périphérique.

1. Avec la crise de 2008, le monde hors métropoles s'est senti complètement abandonné, rejeté dans un *ancien monde*. Ce sentiment tient à deux logiques. D'une part, hors des métropoles se concentrent les populations ouvrières, paysannes et retraitées, dont la mutation extrêmement rapide de nos sociétés met une partie sur le bord de la route. D'autre part, la vitalité imaginaire et médiatique des métropoles a rallumé la vieille idée que « la ville rend libre ». Dans les faits, la France hors métropoles se peuple et souvent évolue de manière dynamique, mais la lumière est éteinte pour tous – et à petite vitesse.

Bien sûr, il y a plus de CDD hors métropoles, plus de CDI dans les métropoles ; bien sûr, toutes les métropoles ont continué à créer de l'emploi depuis 2008, ce qui n'est pas le cas ailleurs – l'effet crise a joué à plein, en particulier avec le recul des emplois industriels et paysans. Mais, au-delà des faits, *la mode métropolitaine* a médiatiquement dominé, et les travaux de Christophe Guilluy ont servi d'outils d'analyse à la plupart des journalistes. Ces derniers avaient enfin une grille de lecture binaire alors que les transformations que nous vivons sont extrêmement complexes, en partie objectives, en partie imaginaires.

2. Vivre près de la métropole et profiter de tous ses avantages doit être pensé comme un privilège. Une politique généralisée du haut débit et une politique dynamique des transports régionaux jouent là un rôle décisif. Il faut sortir de l'opposition urbain/rural pour penser région et droit pour chacun à la métropole.

3. Dans le même temps, une nouvelle politique des terres arables va bloquer l'étalement de la ville

et de la production sur le territoire, après avoir bloqué la destruction du beau, des parcs et des réserves, du littoral. Cela revient à limiter l'étalement urbain au déjà conquis, au déjà occupé. Alors, il faut affirmer dans ce nouveau pacte territorial que l'avenir de la ville et de la production est dans la ville déjà là.

Autrement dit, le vaste périurbain gagné sur l'agriculture depuis 1950 doit être densifié pour « en faire de la ville » ou des lieux de production, ce qui est en outre le seul moyen d'élargir la cité écologique et ses services, qui doivent nécessairement se densifier. La COP21, en imposant la protection du sol, impose un nouvel art de bâtir la ville et le territoire de la production. On pourrait envisager de limiter le nombre de résidences secondaires à Paris (environ 100 000 actuellement), comme c'est le cas dans certaines villes de Hollande, et de réserver Airbnb aux habitants résidents. Cela ferait baisser la pression foncière et libérerait des logements pour lesquels la demande est considérable.

4. Pour favoriser la création de valeur dans le périurbain, on pourrait autoriser tous les propriétaires d'une maison avec jardin, soit à vendre une partie de leur terrain, en accordant la constructibilité à partir de 500 mètres carrés au lieu de 1 000 mètres carrés, soit à construire un studio de 40 mètres carrés sans permis à condition de le louer dix ans à des jeunes de moins de 25 ans. Cette politique de valeur serait complémentaire de celle des viagers qui permet de reprendre les terres non cultivées et d'améliorer les revenus des anciens agriculteurs. Du fait de sa rareté, le sol a en effet une valeur qu'il faut apprendre à partager. Pour l'heure, elle a surtout profité aux propriétaires métropolitains.

Dans le même ordre d'idées, il serait temps d'étudier un modèle de vie pavillonnaire – ou isolée – écologique, où chacun produit sa propre énergie et une partie de sa nourriture. Un pavillon très isolé fournissant l'énergie de la voiture n'est pas nécessairement un modèle absurde, d'autant qu'avec un tel cadre isolé et agréable, on en part moins en vacances et en week-end. L'idée que la grande ville, où d'immenses investissements en énergie ont été réalisés, est toujours mieux-disante d'un point de vue écologique mérite démonstration.

5. Ces questions doivent être pensées à chaque fois en fonction des cultures locales, régionales, et des positions géographiques. Les Hauts-de-France tirent fierté de leur tradition industrielle sans égale ; la région Auvergne-Rhône-Alpes a la puissance d'une région italienne ; la région Sud a, avec Aix-Marseille-Provence, une métropole maritime-monde de 2 millions d'habitants en développement malgré les carences du politique ; Lille est une vraie métropole, mais encore émergente ; le Grand Est est faible en métropoles ; l'Aquitaine allie son industrie militaire peu

connue, son image de Bordeaux, sa taille géographique et l'arrivée du TGV...

Autrement dit, nous vivons une révolution technologique universelle que l'État veut légitimement favoriser et libérer des contraintes de l'ancien système de production. Mais cela se passe dans des lieux qui ont des atouts propres dont il faut respecter la puissance et la culture pour être plus fort. L'attention aux particularités régionales et le renforcement des liens que cette attention même génère doivent être vus comme des relais de croissance et de cohésion.

Dans la phase de développement où nous entrons, les territoires éloignés des rivages et des grandes métropoles vont être en partie délaissés. Le Sud, les montagnes, l'avaient été de la même manière au moment de la révolution industrielle. Le fait d'être délaissés va favoriser le rôle de ces territoires dans la production de forêt, d'air et d'eau purs, de produits agricoles de qualité et de modes de vie « paisibles ». Nombre de petites villes, de bourgs sont entrés en récession. Il faut y penser un modèle de vie en société peu dense et ne pas investir massivement pour une impossible égalité des territoires. En revanche, un minimum de service public doit y être maintenu au nom de la solidarité nationale. Nous devons aussi trouver une façon de valoriser la contribution en « équilibre de nature » des départements moins peuplés, en particulier ceux du Massif central.

La chance de la France est que le tourisme et la société post-touristique de la nouvelle économie se concentrent dans les territoires du Sud vidés au XIX^e siècle, recréant ainsi, malgré tout, une forme d'homogénéité nationale. La situation est bien plus difficile au nord de Londres ou au sud de Rome, voire au nord de l'Allemagne, régions où les différentes révolutions technologiques « frappent » aux mêmes endroits.

6. Les évolutions que nous vivons ne relèvent plus de l'opposition entre girondisme et jacobinisme. Nous ne sommes plus en 1789, en 1870, en 1958 ou en 1981. Nous sommes emportés par une révolution technologique et scientifique qui fait plus ou moins écho suivant les lieux. Le niveau national est le niveau premier autour d'un État alerte, mais le plus de chaque culture territoriale et de ses forces locales politiques ou économiques ne peut être négligé. Et notre société cherche « en même temps » un plus d'État et un plus d'autonomie d'action pour les individus et les organisations. Le pouvoir n'a pas encore trouvé ce point d'équilibre. La France est un acteur mondial qui doit à la fois être léger, fort et alerte sur la planète – avec seulement 1 % de sa population –, mais également avoir une cohérence interne grâce à une culture des diversités territoriales ou culturelles à valoriser.

7. Dans ce contexte, il faut affirmer un droit à la métropole pour tous qui peut être favorisé par les réformes territoriales engagées dans le quinquennat de François Hollande. La réforme des régions

a donné à presque chaque Français une métropole. On compte huit vraies métropoles pour treize régions, et certaines de ces régions, comme la Normandie, sont si proches de Paris que cette dernière est leur vraie métropole régionale. Définir un droit à la métropole veut dire que le cœur des politiques régionales se transforme en politiques horizontales d'échange et de complémentarité métropole/hors-métropole pour se nourrir, pour les loisirs, les études, la santé, la culture, l'énergie..., pour purifier l'air et l'eau ! Par exemple, les départements sans métropole pourraient construire des cités universitaires dans les métropoles pour leurs jeunes. Par exemple, le passe culture de 500 euros pourrait intégrer des transports, on pourrait penser à la gratuité des transports publics régionaux... La région ne doit pas être un « État plus petit », mais l'acteur horizontal d'un État alerte et vertical.

8. Dans ce contexte, le couple métropole/région devient central sur le territoire et doit travailler en complémentarité. On pourrait penser à un conseil territorial auprès du Premier ministre qui réunisse régulièrement les treize présidents de région et les treize présidents des métropoles régionales, les départements étant fusionnés avec les métropoles régionales et les départements ruraux devenant des acteurs régionaux dont les présidents se réunissent en bureau de la région autour du président régional élu.

9. Dire cela, c'est dire aussi que la démocratie territoriale doit redevenir limpide et transparente. On a empilé les structures électives : la mairie d'arrondissement, la mairie centrale, la communauté de communes ou la métropole, le département, la région, la nation, l'Europe. Chacun voit bien que les structures symboliques les plus puissantes – notamment les maires – n'ont plus le maximum de pouvoir et que cette multiplication « démocratique » a plutôt affaibli l'intérêt des électeurs tout en multipliant les mandats à indemnités – réponse masculine intelligente, cela dit, à la parité... Il faut rendre visibles les chefs de file démocratiques – mairies, régions et métropoles –, et sans doute diminuer le nombre d'instances élues directement ou au second degré.

Une immense simplification démocratique doit donc être entreprise avec des maires et des présidents de région élus directement, et des découpages territoriaux universels – par exemple, canton et communauté de commune ; un député par département minimum et les autres à la proportionnelle départementale ; fusion entre départements et métropoles ; protection des départements ruraux comme base électorale des régions et territoire de gestion du pacte de solidarité (RSA, CAF...). Le sujet est ouvert mais on ne peut se satisfaire de quatre décennies de multiplication du nombre de niveaux électifs et du recul massif de la participation populaire.

Repenser la politique dite « de la ville »

1. Depuis quarante ans, on parle de « politique de la ville ». Bernard Tapie en fut le second ministre, Jean-Louis Borloo vient de présenter un nouveau rapport sur cette question. Curieux, le choix de ces hommes entreprenants et disruptifs – très proches – pour un tel sujet. Mais quel est le sujet ? La pauvreté ? Des banlieues mal construites après les Trente Glorieuses ? Des quartiers de jeunes dans une société vieillissante ? Un décrochage scolaire massif ? Le refus des entreprises d'embaucher les jeunes qui en sont issus même quand ils ont de bons diplômes ? De hauts lieux du trafic de drogue ? Des familles éclatées ? Une minorité musulmane arrivante que l'on ne sait pas reconnaître et honorer ? Une avant-garde « du grand remplacement » venu d'Afrique ? Ou un réservoir des grandes cultures du Sud enfin intégré dans le corps de la France ? Un réservoir de terroristes ?...

Et d'ailleurs, n'y a-t-il qu'un sujet ? La situation en Île-de-France et à Marseille, avec une forte crise du logement social, est-elle généralisable ? Le décalage entre ces « quartiers » et la classe politique qui les représente n'est-il pas un problème, sauf pour de nombreux élus PC ou FN, sans compter quelques maires « héroïques » qui continuent à y résider ? On a vu monter en Île-de-France de grands politiques venus d'Espagne ou d'Italie, de Hongrie (et... de Corse), mais pourquoi aucun d'Algérie, du Maroc ou d'Afrique noire (excepté quelques « pieds-noirs », si le mot convient, d'ailleurs plutôt nés en Tunisie ou au Maroc) ? De nombreux élus se sont battus, nombre d'associations font un travail important, l'Anru a bien travaillé... et il faut continuer. Le rapport Borloo suit cette voie. Mais il y a un mais.

2. Une triple temporalité

a. Immédiat pour 500 000 jeunes laissés-pour-compte de ces « quartiers » pour leur donner formation, revenu et statut. Il faut les penser pour la société de demain, pas celle d'hier. Ils ont besoin de quatre apprentissages : l'école, bien sûr, le travail, mais aussi le voyage et l'amour – les deux derniers étant souvent liés. Il n'y a pas d'ordre. Un jeune en décrochage scolaire peut voyager, un étudiant peut passer par le salariat, un voyage en groupe peut favoriser l'amour. Il faut donc penser un projet du devenir-adulte qui soit celui de la société où nous sommes entrés, et non le projet de la société d'hier. Le modèle de l'intégration par le travail qui découle des études est un modèle parmi d'autres. La proposition de revenu universel de 16 à 25 ans que nous formulons un peu plus loin serait ici aussi une piste forte. Il faut oser se demander combien, parmi les 500 000 jeunes des « quartiers » que l'on considère comme « peu occupés », vivent de trafics divers, dont celui de la drogue. Une étude récente évoque 236 000 équivalents temps plein, et 1,1 milliard de chiffre d'affaires rien que pour le hasch, avec des revenus généralement supérieurs au Smic !

b. Ensuite, il faut penser le très long terme de la France que nous voulons, de la place de la diversité des cultures et des lieux. Acceptons-nous vraiment que la France devienne une nation de diversité – des femmes et des hommes, des « vieux Français » et des biculturels euro-africains ? Pouvons-nous sortir de la culture moniste qui a légitimé la colonisation au nom des valeurs prétendument supérieures de notre propre culture, et nous sentir plus forts de devenir un pays multiculturel régi par nos règles laïques ? Et pour penser ainsi à très long terme, pouvons-nous y mettre une logique d'intérêt et imaginer que le développement, notamment, des biens publics dont manque l'Afrique pourrait être le fruit de la biculturalité d'une partie de nos banlieues associée à nos grandes entreprises productrices de biens publics ? L'immigré comme ressource pour le XXI^e siècle, et non comme charge ?

c. Ce n'est qu'après que l'on peut penser le moyen terme – éducation, culture, transports, service public, solidarité... – et tout faire pour appliquer là d'abord les règles de la République. Ici, je pense que la question est devenue différente au sein des métropoles de province, où l'on peut sans doute développer les liens de citoyenneté par la création de communes nouvelles – ou, dans les grandes villes, de conseils territoriaux –, et l'Île-de-France, où l'histoire politique et la densité des arrivants créent une situation plus complexe.

3. La fonction miroir

De ces perspectives résulte le fait, comme le disait Michel Marié en 1977 dans *La Fonction miroir*, que traiter la question des quartiers et des immigrés n'est pas d'abord un sujet de la politique vis-à-vis des « quartiers » et des immigrés, mais celui des effets miroirs que ces « quartiers » ont sur l'ensemble de la société. Alors, ce qu'on appelle les échecs de la politique de la ville, avant d'être un manque de moyens financiers, est un manque de travail de la société française sur elle-même.

Quel que soit le nombre de milliards déversés, jamais on n'effacera le fait que nos villes ont des faubourgs où arrive le migrant, qu'il s'y transforme, s'y reproduit et, parfois, s'y enracine. Et jamais on n'effacera le fait que le refus d'altérité qu'il reçoit en signe d'accueil lui fait peu à peu perdre foi dans la promesse républicaine, laissant une béance de sens et de désir par où s'introduit un autre sens, venu de loin et en plein développement, que l'on appelle tradition et parfois islamisme. Cela concerne en particulier une partie de la jeunesse. Tout ne passe pas « par l'entreprise et l'emploi », comme l'écrit Jean-Louis Borloo. Ils ont leur importance, certes, mais il existe d'autres chemins possibles au niveau des modes de vie comme à l'échelle des grandes batailles culturelles.

Intégrer l'arrivant (et non l'assimiler) est donc un travail qui reste largement à effectuer et que, peut-être, Emmanuel Macron a entamé avant son élection, un soir à Alger, en affirmant que la

colonisation était un crime contre l'humanité. Le service militaire universel ou la mise en débat des relations entre religions et République peuvent aussi ouvrir des pistes. Mais une approche globale est nécessaire face à des projets locaux.

4. Ce qu'on appelle « les quartiers » correspond très largement aux grands ensembles, voire aux communes périphériques construites après 1960 pour accueillir les pieds-noirs ou loger les travailleurs autour d'un modèle urbain salariat/voiture/grands ensembles/grandes surfaces/grandes vacances. La population pauvre a pourtant d'autres lieux de vie : les campagnes de manière diffuse, certaines régions anciennement industrielles, des quartiers très urbains aussi, comme le troisième arrondissement de Marseille. Mais la plupart d'entre nous avons assimilé « quartiers », pauvreté et grands ensembles.

Dire « quartiers » porte un sens fort. Cela les désigne comme lieux à problèmes de la ville, et non comme sas d'entrée d'arrivants. Cela les désigne comme un territoire de stock de peuplement plus que de flux, alors même que 50 % des enfants d'immigrés sont devenus propriétaires, quelquefois là, souvent aux environs, dans ce que l'on appelle parfois des HLM horizontaux. L'expression « politique de la ville » devrait être abandonnée. Il y a une forme de dérision à l'employer pour ce qui n'est justement pas tout à fait « de la ville ».

5. De ce point de vue, la politique concernant « les quartiers » doit être pensée comme celle de lieux carrefours, d'une part entre l'Europe et les pays d'origine des immigrés, d'autre part entre le cœur de la métropole et le hors-métropoles. Car les quartiers périphériques des métropoles ont souvent des liens entre eux, ou avec des villes extérieures à la ville centre. Il ne faut pas toujours se focaliser sur l'accès des habitants des périphéries au centre, qui est en partie le modèle urbain des beaux quartiers. Chacun peut avoir sa propre centralité. Et son propre espace secondaire, éventuellement, au sud de la Méditerranée.

Depuis 1870, la France rêve, par des politiques successives, de faire disparaître les altérités en les intégrant au corps reçu de la nation. Depuis 1962, croyant laisser une altérité décidément inintégrable au sud de la Méditerranée, on a pensé les pieds-noirs comme simplement Français – alors que leur altérité nous a beaucoup enrichis –, et les nouveaux arrivants « autochtones » par leurs professions généralement brassières ou manœuvrières. Au fond, l'idée d'assimilation reste sous-jacente, avec un problème insurmontable face à des couleurs de peau et des croyances religieuses différentes. Un ministre « de la Ville » ne peut qu'échouer à franciser des habitants par des politiques immobilières. Et, par conséquent, l'important travail accompli depuis près de quarante ans est masqué.

En outre, il faut intégrer notre perception des migrants arrivés plus ou moins récemment à notre nouvelle culture de la mobilité généralisée, et faire accéder à notre civilisation de la mobilité des migrants anciens ou récents que l'on rêve absurdement de sédentariser suivant le modèle social d'hier. Penser les « quartiers » en partie comme des gares renouvelle le regard !

6. Certains « quartiers » peuvent devenir des quartiers ordinaires de cités en expansion, et on peut à terme y faire ville avec tous les attributs éducatifs, culturels et productifs d'un territoire intégré dans la ville. Pensons au deuxième arrondissement de Marseille ou à Montreuil.

7. D'autres « quartiers » sont des faubourgs par où les arrivants passeront toujours avant de se diffuser dans la société. Ces quartiers/faubourgs semblent stagner. On parle même d'échec de la politique de la ville, alors que ce sont majoritairement des lieux de passage. Certes, il y a un stock de peuplement localisé : ceux qui ont décroché de l'intégration, en particulier en abandonnant l'école ; ceux qui font leur business en marge de la légalité, à l'abri de ce territoire/groupe ; et enfin, ceux qui viennent d'arriver avec une culture et des croyances élaborées ailleurs. Sur cette question, le cœur de notre politique doit être de favoriser la mobilité pour développer les flux de peuplement au détriment des stocks. Il faut enfin penser les plus fragiles dans cette société suivant le nouveau modèle culturel de mobilité et de discontinuité qui réorganise nos sociétés numériques, et cesser de leur proposer une politique de stabilité dépassée pour tous.

8. Pour rendre soutenables ces situations, il faut accepter le fait qu'il y aura toujours des arrivants, même s'il est légitime de réguler leurs flux. Or, personne ne devrait repartir de France sans avoir reçu une formation. Demain, celle-ci ouvrira des portes à nos entreprises dans les pays du Sud. Nous devons penser à l'utilité économique des flux migratoires pour ceux qui, en France, deviennent biculturels, comme pour ceux qui, au terme de leur parcours difficile, repartiront chez eux après avoir bénéficié d'une formation dans notre pays. Les flux de population sont un des aspects humains de la mondialisation dont nous devons faire une force de long terme. Que ceux des migrants qui sont autorisés à demeurer sur notre sol bénéficient tous d'un parcours résidentiel et linguistique, adossé à une formation et organisé par la puissance publique : notre République joindra alors valeurs et utilitarisme.

9. Il faut, comme après 1870, faire confiance à la démocratie pour intégrer. En créant alors 500 000 élus locaux, on a su lier fortement la France et la République. Au sein des grandes métropoles, on pourrait mener une politique analogue et profiter de ce nouveau cadre pour multiplier les communes de plein exercice dans la métropole : commune du Mirail à côté de Toulouse, de l'Estaque/Saint-Joseph à Marseille (200 000 habitants). On pourrait également abaisser le seuil du nombre d'habitants – quasi par grands ensembles – ou morceler les métropoles en conseils de

territoire à l'intérieur des grandes communes. Il y en aurait trois dans Marseille, par exemple. Il faut y réfléchir, mais revenons à l'idée que la démocratie de proximité intègre.

Notre modèle électoral communal pourrait généraliser le modèle PLM à l'ensemble des villes, avec des pouvoirs forts attribués aux mairies de secteur. Il faudrait chercher une forme politique avec un maire élu au suffrage direct et un conseil municipal fédérant les équipes des secteurs. La question démocratique est essentielle pour sortir « les quartiers » de l'exceptionnel normatif et administratif, et pour donner du poids aux minorités. Les 1 500 « quartiers » de la politique de la ville pourraient alors disparaître comme cadre d'organisation au profit, la plupart du temps, de communes nouvelles.

10. L'investissement dans l'école, le sport et la culture, à l'égal de ce que l'on fait pour les enfants des quartiers aisés, est évidemment indispensable. Le dédoublement des classes du primaire partout où intégration et apprentissage se télescopent est également une piste forte. On pourrait y instaurer, sur tout le territoire national, une mise en visibilité de l'éducation en choisissant une couleur unique pour tous les véhicules et matériaux éducatifs, de la maternelle à l'université, comme on l'a fait pour la Poste ou les pompiers. La couleur de l'éducation pourrait par exemple être le vert. Certaines villes pourraient mettre à disposition des enseignants qui acceptent de s'engager à long terme un véhicule électrique de fonction de cette couleur, comme le font de nombreuses entreprises privées.

11. Il faut cesser de vouloir contourner la présence de l'islam. Les mosquées de France totalisent 480 000 mètres carrés, soit la possibilité de prier pour 480 000 hommes – les rituels pour les femmes étant différents. Cela suffit en période ordinaire, mais pas durant le ramadan. Surtout, ces lieux sont peu visibles, peu esthétiques et sont rarement liés à un centre culturel ouvert à tout public. Il y a là un enjeu majeur de reconnaissance de cette nouvelle religion. On pourrait favoriser la création d'une grande mosquée par capitale régionale. Une politique dynamique des carrés musulmans dans les cimetières est aussi un enjeu majeur de respect et d'intégration. On pourrait réorganiser les onze jours fériés, sans en supprimer mais en les redistribuant, pour favoriser une semaine de pont début mai, et surtout accorder des jours fériés aux cultures juive et musulmane. On pourrait remplacer la commémoration de l'armistice signé à Rethondes le 11 novembre par une Journée de la paix et de la mémoire, et instaurer une Journée de la Terre. Six fêtes catholiques sur onze jours fériés, c'est beaucoup : la Conférence des évêques de France pourrait abandonner deux jours aux autres cultes.

12. Plus de 30 % des logements des quartiers DSQ sont occupés par des femmes seules avec enfants, souvent peu diplômées, sans permis de conduire et avec des horaires de travail éclatés et

décalés. Un accès privilégié aux services de garde d'enfants avec des horaires d'ouverture élargis, une nuit complète de garde le vendredi... – autrement dit, une attention prioritaire à la situation de ce million et demi de mamans et de ces deux millions d'enfants – est un enjeu majeur d'intégration. Les pensions alimentaires rarement payées pourraient être prises en charge par l'État et récupérées sur la feuille d'impôt des pères. L'allocation de parent isolé devrait être renforcée pour les mères et donner de nouveaux droits.

13. La brouette et la souris : « l'Arabe » n'est pas destiné de père en fils à pousser une brouette de chantier ou à serrer des boulons chez Renault. D'ailleurs, ces tâches sont de plus en plus réalisées par des robots ! Beaucoup de jeunes issus des immigrations récentes progressent par l'école et s'insèrent dans la société. Il faut faire basculer ces quartiers dans l'hypermodernité numérique, comme le propose Jean-Louis Borloo. La révolution numérique ouvre des chemins à toutes sortes de cultures et de formations. Si Uber et d'autres plateformes numériques peuvent poser au monde du travail et à la protection sociale de nouvelles questions et de nouveaux défis et si l'on doit veiller à ce qu'ils ne génèrent pas une nouvelle précarité, ils offrent un champ de possibilités nouvelles pour nombre de jeunes issus des « quartiers ». Le niveau de l'examen mis en place pour sélectionner les chauffeurs paraît discriminatoire.

14. La plupart des « quartiers » sont des lieux multiculturels. Leur jeunesse doit être formée à des métiers pouvant valoriser sa biculturalité pour les échanges euro-africains ou euro-asiatiques de demain. Notre modèle social européen solidifié contre le communisme après 1945 s'étiole de la disparition du risque révolutionnaire, le compromis passé entre le capital et le travail ne faisant plus sens. Il est temps de mobiliser les jeunesses d'Europe sur le développement de la Méditerranée et de l'Afrique, qui est notre horizon. Il faut se demander ce que la France sait et peut accomplir dans la construction de l'Afrique, et comment elle doit faire avancer l'Union européenne dans cette direction. L'Europe sans son Sud est orpheline de la moitié d'elle-même. Jésus n'a jamais quitté la Palestine, ni saint Augustin, l'Algérie.

Le continent africain au XXI^e siècle a beaucoup plus besoin de biens publics que de biens privés, et nous devons compter sur les jeunes qui vivent dans nos quartiers, qui sont français, ont été éduqués dans nos valeurs et notre culture, et qui bénéficient d'une seconde culture. Il faut proposer des formations en phase avec ces ouvertures économiques. On pourrait déjà jumeler chacun de nos lycées, chacune de nos universités, avec un lycée ou une université d'un pays africain. Il faut utiliser la double culture des jeunes issus de l'immigration pour en faire des acteurs du développement de nos entreprises – en particulier vers les Suds. Il faut penser à donner aux jeunes une place au centre de chacune de nos métropoles : créer des cités étudiantes en centre-ville, avec pour tout jeune des « quartiers » et des villages le droit d'effectuer sa terminale dans un

lycée du centre-ville.

15. À quoi cela rime-t-il d'interdire une chose que l'on peut se procurer devant tous les collèges ? Ne ferions-nous pas mieux, comme au Portugal ou en Californie, d'aider la jeunesse à consommer la drogue de manière raisonnable, d'en faire un commerce et une production nationale contrôlés, et de libérer « les quartiers » de son emprise ? Faire produire la drogue par des paysans français pour interdire son importation, la soumettre à des taxes. Autoriser la production pour un usage personnel, tout en le limitant. Mettre en valeur l'expérience acquise par les dealers, qui ont un savoir-faire commercial, logistique, etc. Ils ont acquis sur le terrain les compétences dont les entreprises ont besoin. Il faut oser affronter la question de la drogue. D'après une étude récente, nous le disions, elle génère un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros, dont 1,1 milliard pour le hasch, et près de 236 000 « emplois ». L'économie parallèle tient largement « les quartiers », y favorise la violence et rend souvent dérisoires les efforts publics. Nos politiques moralisantes sont un échec coûteux, d'abord pour ces « quartiers » où la vie est impossible, et ensuite pour la jeunesse. Enfin, le mouvement de dépénalisation est puissant au niveau mondial. La République ne peut continuer à affirmer une politique qu'elle est incapable de mettre en place.

16. Dans les grandes villes, les 20 à 25 % de logements sociaux imposés par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) doivent être une obligation par arrondissement, et non à l'échelle de la ville, afin d'éviter que la plupart des logements sociaux soient concentrés dans les mêmes quartiers.

Mettre en place une politique territoriale de la famille

La société du travail et des vacances s'est complexifiée. La place du travail a changé, un tiers seulement des déplacements y est lié. Les classes sociales ne sont plus pensables en quartiers ouvriers ou bourgeois. Dans ce contexte, le premier lien au territoire dans une société de la famille tribu large et mobile devient la famille elle-même. Cette question délaissée est au cœur de nos relations aux territoires. 70 % de nos déplacements concernent des pratiques éducatives ou familiales au sens large (courses, visites, éducation, cultures, loisirs, vacances). Surtout, dans notre société individuée et discontinue, la famille réinventée, famille tribu amicalo-biologique, est notre structure inclusive fondatrice. La famille institutionnelle, celle du devoir, est morte il y a cinquante ans, mais ce n'est pas toute la famille qui est morte, uniquement celle fossilisée par les codes bourgeois. Une nouvelle famille est née, plus libre, plus instable, plus érotique, plus discontinue. De plus en plus, c'est elle qui tient notre société – mais pas pour tous et pas partout. La vraie exclusion, aujourd'hui, n'est-ce pas d'abord l'exclusion de la vie sentimentale ?

1. 70 % des départs en vacances se font en famille, 20 % des embauches sont liés à un conseil familial (9 % viennent de Pôle emploi)... Entrés dans cette société quatre générations, nous sommes grands-parents à 53 ans et perdons nos propres parents vers 63 ans. Entre les deux se déroulent dix années cruciales pour l'avenir de notre vivre-ensemble. En outre, 48 % des Français rêvent de déménager quand ils prendront leur retraite – et après la perte des parents – pour revenir dans une région « d'origine » ou s'installer à vie dans la région où ils ont aimé prendre leurs vacances.

2. L'allongement constant des quatre apprentissages fondateurs (éducation, amour, travail et mobilité) urbanise de plus en plus tous les jeunes et allonge le temps de la jeunesse jusqu'à 27, 28 ans. La démocratisation de ces quatre apprentissages est un enjeu majeur délaissé. Nous investissons beaucoup pour rendre notre jeunesse biculturelle en privilégiant la culture anglo-saxonne ou allemande, voire chinoise ou indienne, alors même que nous délaissions les cinq millions d'entre nous dont la double culture concerne l'Afrique !

3. Une politique territoriale de la famille touche chacun et est peu coûteuse. Les couches moyennes et aisées la pratiquent librement suivant de multiples modalités. Mais les politiques sociales l'ignorent. Or, ce serait une source importante de mieux-vivre et d'économies, car la solidarité intrafamiliale est évidemment gratuite. Et s'intéresser à la famille n'est pas un choix politique conservateur, mais la conséquence d'une observation de la société actuelle, même si un lecteur de droite va sans doute adhérer immédiatement au propos, et un lecteur de gauche, se hérissier. Mais continuons. On pourrait mettre en place les choses suivantes.

4. Définir une politique de regroupement familial dans le parc du logement social et étudier en permanence la distance parents/enfants, comme en Italie, pour favoriser les solidarités intergénérationnelles. 70 % des aidants familiaux sont des femmes, mais nous ne les favorisons pas ni ne cherchons à instaurer plus d'égalité homme/femme. On pourrait demander à l'Insee d'étudier la distance parents/enfants, et donner la priorité aux parents qui demandent le voisinage dans les logements HLM. Le but est que les familles populaires puissent aider leurs jeunes mamans puis leurs vieux parents, en particulier dans « les quartiers », où plus de 30 % des mamans vivent seules.

5. Instaurer un « marché » national du HLM pour faciliter le départ des personnes qui veulent quitter les très grandes métropoles en manque de logements au moment de leur retraite pour les villes moyennes des régions touristiques en manque de ressources, comme Quimper ou Apt.

6. Instaurer la régionalisation des concours de la fonction publique pour cesser de casser les

familles de fonctionnaires en envoyant les jeunes loin de leurs parents.

7. Instituer un voyage de dix jours en France pour les jeunes de 16 ans afin que chacun découvre la mobilité et connaisse les hauts lieux symboliques de notre pays (place de la Bastille, Champs-Élysées, Verdun, Saint-Denis, Grande Mosquée de Paris, synagogue de Carpentras, mont Blanc, Méditerranée et Bretagne, Saclay...). Thème : être français, c'est connaître la France.

8. Étudier une allocation pour tous les jeunes de 16 à 25 ans. Le temps d'apprentissage pour la jeunesse est beaucoup plus long qu'avant, tant le monde est devenu complexe. On pourrait considérer que, de 16 à 25 ans, on a un statut d'apprenti de l'âge adulte qui mêle études, voyages, périodes de salariat, logement en cité U ou en colocation aidée en centre-ville. Aussi, pour recréer une cohésion de la jeunesse de France et favoriser l'autonomie des jeunes, on pourrait repenser les politiques de soutien à la jeunesse et lui accorder directement, dès 16 ans, une allocation universelle ; et ce jusqu'à 25 ans, âge où chacun s'approche du CDI et commence à former un couple stable – on devient parent autour de 30 ans.

De 16 à 25 ans serait ainsi instituée une période d'apprentissage des autonomies (éducation choisie, travail, voyage, amour) avec un revenu unique pour tous sur projet de 400 euros mensuel (sauf logement et APL). Les familles auraient le choix de garder la part fiscale et de prendre l'allocation ou non. Allocation fiscalisée. Et ce, en lieu et place des allocations familiales, bourses et part fiscale par famille.

Allocation en échange d'un engagement : école, salariat, bénévolat associatif, voyage sur projet. En outre, chaque jeune devrait pouvoir travailler pour 3 000 euros annuels déclarés, mais sans charges, comme en Belgique, pour généraliser la culture du salariat en parallèle des études, et non après. Le coût de ces mesures est bien sûr à étudier, mais elles remplaceraient pour partie des ressources aujourd'hui dévolues aux familles et permettraient de faire baisser le coût du service dans de nombreuses activités. Le voyage Erasmus généralisé devant faire partie des apprentissages fondateurs.

9. Dans le même ordre d'idées, réorganiser les pensions de réversion, pour éviter la pauvreté des futurs retraités dans un monde d'instabilité des couples et dans un contexte où les naissances hors mariage sont nombreuses. Il s'agirait de réorganiser les réversions de pension de retraite, pondérées par enfant en complément du mariage. 60 % des bébés naissent hors mariage et, à Paris, un couple marié sur deux divorce dans les cinq ans. Il est urgent d'en tenir compte, car la réversion est un enjeu majeur de la fin de vie, en particulier s'agissant des petites retraites, qui concernent plutôt les femmes, et souvent celles des quartiers les plus populaires.

10. Ces mesures doivent être universelles même si, dans la réalité, elles vont d'abord transformer la vie des quartiers populaires. Une universalité au nom d'une règle commune qui rassemble la jeunesse et les retraités, au lieu de segmenter les générations. Cela va dans la logique de la retraite universelle actuellement à l'étude.

Conclusion : pour un quatrième pacte territorial national

2017 comptera peut-être pour la France autant que 1789, 1870 ou 1958 ; du moins en matière de politique territoriale. En effet, le territoire national est soumis à de fortes pressions : celle d'une vision nouvelle de la nature, et de la terre travaillée ; celle de la révolution numérique, collaborative et métropolitaine ; celle de la diversité dans un corps de pensée moniste ; celle des flux migratoires dans un monde devenu un. Une humanité une dans un monde un qui repose la question du local et du global, de repère et du repaire.

Ce, dans un contexte social de mobilité et de discontinuité – parfois autant subi que choisi – des liens et des rapports aux lieux. Nouvel art de vivre et mondialisation doivent être pensés ensemble pour renforcer une République de service et de protection. Mais, pour ce faire, il faut une utopie de la France innovante, terrienne et écologique, sociale et urbaine. Une France rassembleuse dans une société où le socle du modèle démocratique – les classes moyennes – se sent aujourd'hui insécurisé et où les pauvres deviennent souvent plus pauvres, et les très, très riches, plus riches. La reconstruction d'après-guerre avait permis de réduire les inégalités. Quelle reconstruction doit-on entreprendre aujourd'hui pour mettre fin à cette dynamique inégalitaire et renouer avec le fil d'une histoire faite de solidarité et de cohésion sociale ?

D'autant que « les remèdes de cheval » administrés au pays pour le faire entrer de plain-pied dans un modèle économique plus libéral-social que celui auquel nous étions habitués (car, les prélèvements obligatoires restant au-dessus de 50 % du PIB, il ne faut pas exagérer le recul des transferts sociaux) tendent la société. Je soutiens ces « remèdes de cheval », mais il faut les accompagner d'un travail sur notre commun, sur notre « nous » et sur l'unité du « corps charnel de la patrie » qui les permet. C'est pourquoi je propose de réunifier les politiques publiques autour d'un modèle national de la diversité assumée et valorisée et d'une protection juridique des terres arables pour le très long terme. Cette nouvelle vision du commun s'appuierait sur une compréhension de la révolution numérique et métropolitaine dans une société de mobilité où la stratégie euro-africaine serait au cœur des enjeux du développement au XXI^e siècle. Le pacte social passé après 1945 entre le capital et le travail, et qui a porté le modèle social européen, s'est défait avec la disparition du risque communiste. Faute de nouveau pacte entre anciens métropolitains et anciens colonisés, et entre nos entreprises, nos jeunes issus de l'immigration

récente et le développement de notre Sud, nous serons le jouet des migrations.

Pour continuer à faire Europe sans sentiment de perte de frontières et de pouvoir, il nous faut entre nous, ici, inventer un nouveau commun, vrai, réel, intégrant les bouleversements de nos modes de vie et de notre culture, nos mobilités, nos nouvelles familles tribus. Or, l'unité française résulte d'une certaine idée de son territoire et de ses usages, autour de son ossature urbaine de plus en plus métropolitaine, et de ses services publics fondateurs, autour de l'école, de la santé et de la sécurité. La politique du président Macron en matière économique et internationale, qui me paraît disruptive, comme on dit aujourd'hui, doit, pour être acceptée, créer en parallèle du « nous », et d'abord le nous patriotique d'un sol qui nourrit, habille et produit énergie, air et eau ; d'un sol qui est notre grand livre commun, celui de notre histoire, de nos voyages, de nos amours ; d'un sol qui est un socle de l'égalité et de l'émancipation.

Le mettre en partage, instituer le voyage en France à 16 ans, unifier la jeunesse par un revenu commun ; penser l'athée, le catholique, le musulman ou le Juif comme légitimes à y vivre et à y poser leurs symboles ; revenir à une carte républicaine de l'égalité des droits et des devoirs dans un cadre de citoyenneté communale renouvelée ; organiser un droit à la métropole pour tous dans le cadre de régions fortes et identifiées dans leurs cultures. Et l'on atteindrait une plus grande égalité communale en multipliant les communes de proximité dans les grandes métropoles.

Mais, sans un grand projet pour le territoire, corps charnel de la patrie qui rassemble, sans un grand projet d'une nouvelle politique d'égalité, collaborative, familiale et écologique, chacun ne pense qu'à se replier dans son passé, ou à se tourner vers son origine plus ou moins fantasmée. La question est de réespérer l'avenir par le territoire. Le moyen pour y parvenir serait de penser un quatrième pacte national dans le cadre de l'Europe.

Douze pistes d'action

1. Voter une grande loi foncière qui sanctuarise les terres arables et la forêt de production pour les sortir des PLU et leur donner un statut juridique inaliénable – comme on l'a fait pour les parcs nationaux et autres réserves.
2. Réformer le modèle agricole pour un modèle écoagricole COP21 qui dégage de nouvelles sources de valeur – en particulier avec les métiers liés au vent, au soleil, à la biomasse –, mais aussi de respect du « travail » de la nature. L'agriculture est un grand métier du futur qui doit être réorganisé avec des compétences élargies pour dépasser l'affrontement agriculture traditionnelle/bio.

3. Valoriser et expliquer le développement des grandes métropoles, et en particulier celui de Paris/Île-de-France. Les fusionner avec leurs départements. Accélérer le Grand Paris.
4. Définir un droit à la métropole pour tous et en faire la responsabilité première des régions.
5. Penser de nouveaux droits sociaux : un revenu pour tout jeune qui a un projet, des protections nouvelles pour les mères isolées et des pensions de réversion liées aux enfants hors mariage.
6. Supprimer à terme les quartiers DSQ et autres logiques d'exception, mais multiplier les communes de plein droit au sein des grandes métropoles pour retrouver le lien de citoyenneté. Penser *la République aux quartiers* comme Maurice Agulhon avait pu parler de *La République au village* pour la politique de Jules Ferry.
7. Créer un grand ministère du Territoire entouré de ministères délégués pour l'Agriculture, le Logement, la Cohésion sociale et les Collectivités locales.
8. Investir les mêmes moyens par enfant dans chaque école et dédoubler les classes de primaire partout où apprentissage et intégration se télescopent. Donner à tous les véhicules liés à l'éducation la même identité avec une même couleur – comme on a le rouge pour les pompiers ou le jaune pour la Poste. L'éducation doit se voir.
9. Favoriser la création de treize grandes mosquées régionales dotées d'un centre culturel ouvert à tout public, et favoriser partout la visibilité des lieux de culte dans l'espace public. La laïcité, ce n'est pas la religion honteuse.
10. Lancer une politique de légalisation du haschich en favorisant la transformation des dizaines de milliers de dealers en commerçants réguliers, dans les mêmes quartiers, et en entreprenant une vaste campagne de communication antidrogue sur le modèle des politiques antitabac. Expérimenter cette politique à Marseille sur dix ans. Interdire les importations et favoriser la production locale de qualité.
11. Construire peu à peu le discours et l'imaginaire d'une France de la diversité des cultures, des croyances et des territoires sous la houlette d'un État alerte et vertical. Valoriser une France laïque comme cadre du vivre-ensemble dans la différence. Être français, c'est se reconnaître dans la période des Lumières, la Révolution de 1789 (et celle de 1848), la laïcité et la langue française. Ces quatre bases de notre culture nous fondent et nous nourrissent. C'est par là que l'on peut se rassembler et se succéder de génération en génération, d'où que l'on vienne, où que l'on aille et quoi que l'on croie. Autrement dit, après la période coloniale et la décolonisation, il faut revalider et

resacraliser nos trois mots communs : Liberté, Égalité, Fraternité.

12. Instaurer un voyage de dix jours en France pour les jeunes âgés de 16 ans, afin que chacun parcoure et connaisse le grand livre national et ses hauts lieux mémoriels, esthétiques et créatifs. Et ce grand voyage initiatique et républicain devrait favoriser par la suite un voyage Erasmus pour tous.